



# **RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU GIP RECIA**

**APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 02.12.2021**

## Préambule

Le conseil d'administration établit un règlement intérieur et un règlement financier relatifs au fonctionnement du GIP (article 22 de la convention constitutive). Ces règlements sont proposés par le conseil d'administration à l'approbation de l'assemblée générale.

- Vu la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;
- Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit en ses articles 98 à 122 ;
- Vu le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;
- Vu le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;
- Vu l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;
- Vu la convention constitutive modifiée approuvée par l'assemblée générale du GIP RECIA le 4 décembre 2020 ;
- Vu le règlement intérieur du GIP RECIA approuvé en conseil d'administration le 30 juin 2016 et en assemblée générale le 30 juin 2016 ;
- Vu le règlement intérieur modifié du GIP RECIA approuvé en conseil d'administration le 22 octobre 2021 et proposé à l'assemblée générale du 2 décembre 2021 ;

## SOMMAIRE

<b>CHAPITE I - REPRÉSENTATION ET CONTRIBUTION DES MEMBRES DU GROUPEMENT .....</b>	<b>3</b>
Article 1 - Représentation au sein de l'assemblée générale (article 17 de la convention constitutive).....	3
Article 2 - Représentation au sein du Conseil d'administration (article 18 de la convention constitutive).....	3
<b>CHAPITRE II - FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DU GROUPEMENT .....</b>	<b>4</b>
Article 3 - Convocation.....	4
Article 4 - Quorum .....	5
Article 5 - Vote .....	5
Article 6 - Personnes extérieures.....	6
Article 7 - Délibérations, procès-verbaux, enregistrement .....	6
<b>CHAPITRE III - REPRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE ET DE DIRECTION .....</b>	<b>6</b>
Article 8 - Président du Groupement (article 19 de la convention constitutive) .....	6
Article 9 - Directeur du Groupement (article 20 de la convention constitutive) .....	7
<b>CHAPITRE IV - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET PROTECTION DES DONNÉES .....</b>	<b>7</b>
Article 10 - Propriété intellectuelle .....	7
Article 11 - Protection des données à caractère personnel .....	8

## CHAPITE I - REPRÉSENTATION ET CONTRIBUTION DES MEMBRES DU GROUPEMENT

### **Article 1 - Représentation au sein de l'assemblée générale** (article 17 de la convention constitutive)

Chaque membre désigne et remplace librement, sur décision de son organe délibérant, ses représentants titulaire et suppléant à l'assemblée générale du Groupement.

Les représentants désignés (titulaire et suppléant) s'engagent à assurer une stabilité de leur représentation à l'assemblée générale et à communiquer au secrétariat général du Groupement leurs noms-prénoms-coordonnées postales, mails et téléphoniques.

Les membres informent également le Groupement par courrier des modifications de son ou ses représentants dans les meilleurs délais.

La convention constitutive prévoit une représentation des membres par collège (art. 6) :

- Premier collège : « État et Région »
- Deuxième collège : « Autres Collectivités Territoriales »
- Troisième collège : « Autres organismes »

### **Article 2 - Représentation au sein du Conseil d'administration** (article 18 de la convention constitutive)

#### **2.1 - Composition**

##### **Premier collège « État et Région » :**

- 2 administrateurs de l'Etat ;
- 4 administrateurs de la Région Centre-Val de Loire, désignés par le Président de la Région parmi les conseillers régionaux.

##### **Deuxième collège « Autres Collectivités Territoriales » :**

- 1 administrateur par Département membre, désigné par les Présidents des Départements parmi les conseillers départementaux ;

et

- 1 administrateur pour les communes de moins de mille habitants ;
- 1 administrateur pour les communes de plus de mille habitants ;
- 1 administrateur pour les communautés de communes ;
- 1 administrateur pour les métropoles et agglomérations ;

élus par les autres membres dudit collège selon des modalités précisées ci-dessous.

##### **Troisième collège = « Autres organismes » :**

- 1 administrateur désigné pour et par l'université de Tours ;
- 1 administrateur désigné pour et par l'université d'Orléans ;
- 1 administrateur désigné pour et par le GIP e-santé Centre-Val
- 1 administrateur désigné pour et par l'INSA Centre-Val de Loire ;
- 2 administrateurs pour les autres membres du troisième collège élus par les autres membres dudit collège et selon des modalités précisées ci-dessous.

#### **2.2 - Modalités relatives à l'élection des administrateurs**

Pour les membres désignés, chaque organisation reste maîtresse de ses représentants (nomination au titre de l'organisme). Elle s'engage à informer le Groupement par courrier des modifications de représentants.

Au sein des collèges nécessitant l'élection d'un représentant, la procédure est la suivante :

- Un appel à candidatures est envoyé, avant le scrutin, à chacun des membres concernés.
- Chaque candidat transmet sa candidature par écrit au Président du Groupement dans les délais impartis.
- Un courrier faisant état des candidatures reçues est envoyé, par liste, à chacun des membres concernés.
- Le scrutin est organisé de manière dématérialisée.
- Les identifiants et consignes de connexion sont transmis par mail à chacun des membres concernés.
- Après dépouillement des votes, est élu, pour chaque liste, le candidat ayant récolté le plus de voix (ou les 2 candidats pour la liste « autres membres du troisième collège »). En cas d'égalité, il est procédé à un nouveau tour pour départager les candidats non directement élus, arrivés à égalité. En cas, d'égalité au second tour le candidat le plus âgé est élu.
- Les résultats sont présentés et approuvés par délibération lors de l'assemblée générale la plus proche de l'élection.

Les administrateurs s'engagent à assurer une stabilité de leur représentation au sein du Groupement et à communiquer leurs noms-prénoms-coordonnées postales, mails et téléphoniques.

## **CHAPITRE II - FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DU GROUPEMENT**

### **Article 3 - Convocation**

L'assemblée générale et le conseil d'administration se réunissent suivant les conditions fixées par la convocation transmise par le Président ou, par délégation, par le Directeur du Groupement. Les réunions peuvent se tenir en présentiel, en distanciel ou de manière hybride.

Le Président ou, par délégation, le Directeur convoque les deux instances au moins vingt jours francs avant la date des réunions. Au moins dix jours francs avant chaque séance, il adresse aux membres un ordre du jour détaillé dans lequel doit figurer une rubrique "questions diverses" et tous les documents nécessaires.

#### **3.1 - Assemblée Générale**

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an.

Elle se réunit également de droit à la demande du tiers de ses membres, pour l'examen d'un ordre du jour déterminé.

#### **3.2 - Conseil d'administration**

Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an :

- avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année civile pour approuver les comptes de l'année antérieure ;
- en septembre/octobre pour un débat d'orientation budgétaire ;
- avant le 31 décembre pour approuver le budget prévisionnel ;

et aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige sur la convocation de son Président (ou, par délégation, du Directeur) ou à la demande de la moitié de ses membres.

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être ramené à trois jours francs. A l'ouverture de la séance, le conseil d'administration se prononce alors sur l'urgence et peut renvoyer la discussion à un ordre du jour ultérieur.

#### **Article 4 - Quorum**

L'assemblée générale délibère valablement si la moitié de ses membres, représentant au moins cinquante pour cent des droits de vote, sont présents ou représentés (article 17 de la convention constitutive).

Le conseil d'administration délibère valablement si la moitié de ses membres, représentant au moins deux tiers des droits de vote, sont présents ou représentés (article 18 de la convention constitutive).

Chaque membre du Groupement ou administrateur peut donner mandat à un autre membre pour le représenter. Le mandat doit être écrit, signé par le mandant et désigner la nature, le lieu et la date de la réunion.

Chacun des membres participant **en présentiel** signe une feuille de présence au début de la séance. Les membres détenant une procuration doivent également émarger ladite feuille en regard du nom du membre absent dont ils détiennent une procuration.

Chacun des membres participant **en distanciel** se présente oralement, lors de sa connexion à l'outil de visioconférence, afin que son identité soit vérifiée. Le Groupement procède au recensement des membres présents et représentés en complétant une feuille de présence.

Le décompte du quorum est ensuite effectué et la réunion peut commencer.

A l'issue de la réunion, et afin de justifier du quorum, chacun des membres participant **en distanciel** complète et signe une attestation, qu'il retourne au secrétariat général du Groupement. En la signant, le membre atteste avoir participé en visioconférence à l'assemblée générale ou au conseil d'administration, et avoir pris connaissance de tous les documents et part aux discussions, délibérations et votes.

Au cas où le quorum n'est pas atteint :

- L'assemblée générale est convoquée dans les trente jours et peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.
- Le conseil d'administration est convoqué dans les quinze jours et peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

#### **Article 5 - Vote**

Avant chaque délibération, le Président en annonce son contenu.

Les votes ont lieu à main levée pour les membres participant en présentiel et via l'outil discussion de la visioconférence pour les membres participant en distanciel.

Sur demande d'un administrateur, les votes ont lieu à bulletin secret pour les membres participant en présentiel et via l'outil confidentiel de sondage pour les membres participant en distanciel.

La répartition des droits de vote des membres entre les différents collèges est indiquée à l'article 8 de la convention constitutive du Groupement :

- Premier collège : 72%, dont 31% pour l'État et 41% pour la Région Centre-Val de Loire ;
- Deuxième collège : 18% dont 10% répartis à égalité des membres pour les conseils départementaux et 8% pour les autres collectivités territoriales ;
- Troisième collège : 10% pour la totalité des membres.

## **Article 6 - Personnes extérieures**

Des personnes non-membres du Groupement peuvent être conviées à la réunion après accord du Président et/ou Directeur.

## **Article 7 - Délibérations, procès-verbaux, enregistrement**

A l'issue des réunions des instances du Groupement, les délibérations qui ont été approuvées sont signées par le Président et le Directeur ou la personne qu'il désigne à cet effet.

Le procès-verbal des réunions contient les éléments suivants :

- la date et l'heure d'ouverture et de clôture de la réunion,
- le rappel de l'ordre du jour figurant sur la convocation,
- l'indication des membres présents et représentés, en présentiel et en distanciel,
- la mention des documents et rapports éventuellement soumis à discussion,
- un résumé des débats,
- les délibérations.

L'approbation du procès-verbal de la réunion est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée générale ou du conseil d'administration.

Après adoption, le procès-verbal de la réunion est signé par le Président et le Directeur du GIP ou la personne qu'il désigne à cet effet. Les originaux des procès-verbaux et des délibérations sont archivés au siège du Groupement. Une copie peut être transmise par mail, sur demande, aux membres du Groupement.

Toute réunion organisée partiellement ou intégralement en visio-conférence est enregistrée afin de permettre l'établissement du procès-verbal et de justifier du quorum auprès des organismes de contrôles (Etat, Chambre régionale des Comptes, ...). Cet enregistrement fait l'objet d'une information sur la convocation et avant le début de chaque réunion.

## **CHAPITRE III - REPRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE ET DE DIRECTION**

### **Article 8 - Président du Groupement (article 19 de la convention constitutive)**

Le Président procède à l'ouverture et à la clôture des séances, dirige les débats, assure l'observation du présent règlement, met les questions aux voix et proclame les décisions.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président est suppléé dans ses fonctions par un représentant de son choix.

En cas de renouvellement des représentants élus, le conseil est présidé par le représentant de l'État jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Le Président est élu pour une durée de 3 ans renouvelable par le Conseil d'administration. Il est choisi parmi les administrateurs titulaires.

Avant toute nouvelle élection du Président, un appel à candidature est adressé aux administrateurs en poste.

Chaque candidat transmet sa candidature par écrit au Directeur dans les délais impartis.

La liste des candidats est inscrite dans le dossier de séance transmis en amont de la réunion du conseil d'administration.

Le scrutin est organisé au cours de la réunion du conseil d'administration selon les modalités de vote décrites à l'article 5 du présent règlement.

Le résultat fait l'objet d'une délibération du conseil d'administration.

#### **Article 9 - Directeur du Groupement (article 20 de la convention constitutive)**

Le Directeur prend part, sans droit de vote, à toutes les réunions des instances du Groupement.

Il assure la fonction de secrétaire de séance. Il assure la rédaction des procès-verbaux de réunions. Il les signe aux côtés du Président après approbation des instances concernées.

Il peut formuler des propositions en vue des mesures à prendre par le conseil d'administration ou l'assemblée générale et présenter oralement ou par écrit des observations sur toutes questions en cours d'examen.

Le Directeur est, par ailleurs, en charge de :

- la nomination des agents sur les emplois autorisés,
- l'organisation et du fonctionnement opérationnel du Groupement.

Ainsi, il prend toutes mesures visant à assurer la sécurité des locaux, du personnel et de l'activité du Groupement. Il arrête le cadre d'organisation hiérarchique, fonctionnelle et opérationnelle. Il détermine, sous forme de procédures formalisées et diffusées auprès de l'ensemble des agents du Groupement, les modalités de fonctionnement quotidien, de gestion des personnes et des ressources. Il veille à la mise à jour de ces procédures.

Dans ce cadre, un règlement intérieur des personnels est établi. Il fixe les règles de fonctionnement interne et s'impose à chaque agent employé par le Groupement. Le Directeur est chargé de veiller à sa bonne application.

Le Directeur représente le Groupement. Il assure la cohérence de la communication externe auprès de l'ensemble des membres, des partenaires et du grand public. Il supervise la diffusion des informations transmises par voie de courriers, de publications papier ou en ligne, ou de diffusion par messagerie. Il supervise également la communication visant à faire connaître le Groupement et ses évolutions, tout particulièrement au travers de la promotion de son offre de services.

## **CHAPITRE IV - PROPRIETE INTECTUELLE ET PROTECTION DES DONNEES**

#### **Article 10 - Propriété intellectuelle**

Les questions relatives à la propriété intellectuelle des éléments produits par le Groupement, coproduits avec ses membres ou mis à leur disposition sont régies par la convention constitutive. Il en va de même pour les éléments produits par les membres du Groupement et mis à sa disposition.

Des conventions spécifiques entre le Groupement et les membres peuvent également prévoir des dispositions spécifiques sur ces questions.

#### **Article 11 - Protection des données à caractère personnel**

Le Groupement met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données personnelles des élus représentant ses membres dans les instances ainsi que celles des agents du Groupement.

Il garantit aux personnes l'exercice de leurs droits vis-à-vis des traitements de données qui les concernent et dont il est responsable. Il s'engage à effectuer les traitements conformément aux dispositions du droit européen et national en vigueur.

Les informations relatives aux traitements et les modalités d'exercice des droits sont communiquées aux personnes au moment approprié et sont adaptées au contexte spécifique du traitement. Les droits sont exercés dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ils peuvent être mis en œuvre à tout moment en contactant le délégué à la protection des données du Groupement.

Fait à Olivet, le 02/12/2021

LE PRÉSIDENT DU GIP RECIA

